

Les subsides

lire les compteurs des services d'utilité publique, réduisant ainsi leurs frais dans ce domaine? Fait-on vraiment quelque chose d'utile ou cherche-t-on à protéger un droit acquis par ci, un autre droit acquis par là, et à rendre le Canada moins productif et moins rentable avec un nombre exagéré de personnes qui manipulent des paperasses? N'imcombe-t-il pas au gouvernement de n'intervenir que lorsque l'intérêt du grand public est en jeu, et non l'intérêt de quelques personnes qui désirent être protégées et empêcher la situation de changer? Le gouvernement ne devrait-il pas cesser de s'occuper de toutes ces questions et permettre aux Canadiens de donner libre cours à leur esprit d'entreprise? Ne nous faut-il pas une stratégie de non-ingérence? Mais si—et je m'adresse au gouvernement—c'est celle qu'il faut adopter en premier.

D'autres stratégies s'imposent et notamment en matière d'investissements. Mes collègues du Nouveau parti démocratique ont parlé de la loi sur l'examen de l'investissement étranger. On y a d'ailleurs fait allusion pendant la période des questions. Il a été question de ces investisseurs qui ont acheté certains immeubles à Toronto et de l'augmentation automatique des loyers qui allait résulter de la transaction. C'est absolument absurde. C'est le gouvernement de l'Ontario qui a la responsabilité du contrôle des loyers. Le gouvernement fédéral n'a rien à voir dans cette affaire et il est inutile que des députés soulèvent ce genre de question ici. Mais ce qu'il y a d'important dans cette affaire, ce sont les capitaux étrangers qui ont été investis chez nous. Le problème n'est pas en fait de savoir si cet investissement présente des avantages appréciables pour le pays. A mon avis, monsieur l'Orateur, nous profitons de tous les investissements qui sont faits chez nous. Nous avons besoin d'argent pour bâtir, pour nous développer, pour construire des usines et nous équiper.

Pourquoi refuser ces capitaux? Ce que l'on devrait faire en réalité, c'est examiner si l'investissement en question ne risque pas d'avoir des retombées négatives sur le pays. Le problème n'est pas de voir si l'investissement est profitable pour le pays, mais bien de voir s'il ne va pas être nuisible. Dans ce dernier cas là, il faut s'y opposer. Mais dans presque tous les cas, de nouveaux capitaux, de nouvelles techniques, de nouvelles idées créent des occasions, offrent des chances nouvelles pour nos concitoyens et aussi des emplois. Dans le cadre de notre stratégie industrielle, nous devons veiller à supprimer toutes les entraves aux investissements étrangers.

Il y aurait encore une autre stratégie, monsieur l'Orateur, que nous devrions mettre en place, celle du laisser-faire. J'ai commencé mon intervention en commentant les propos du député de Restigouche. Pour lui, les programmes du gouvernement sont valables car ils lui permettent, avec son influence politique, d'en faire profiter ses électeurs.

Je constate qu'il est 6 heures, monsieur l'Orateur. Puis-je dire qu'il est 6 heures et reprendre après le dîner?

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Comme il est 6 heures, je quitte le fauteuil pour le reprendre à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Blenkarn: Avant la pause du dîner, monsieur l'Orateur, je parlais des programmes du gouvernement et de sa stratégie du «laisser faire». La politique du gouvernement consiste à créer des programmes les uns après les autres; il y en a pour toutes les lettres de l'alphabet. Il y a un certain temps, j'ai reçu l'annuaire de cette année de tous les programmes du gouvernement avec leur numéro de téléphone, annuaire qui mesure bien un bon pouce et quart d'épaisseur. Pourtant, le député de Restigouche est venu nous dire qu'en tant que député, il avait pour tâche de s'assurer que ses mandants profitent le plus possible de ces programmes conçus à des fins politiques. Quant à moi, monsieur l'Orateur, j'estime qu'il a pour tâche de travailler pour le Canada, et non pas de se soucier de l'orientation politique des programmes du gouvernement.

Le plus grand mal dont souffrent ces programmes, c'est qu'ils sont conçus à des fins politiques. Il faut quelqu'un pour présenter un mémoire, quelqu'un pour étudier le mémoire, quelqu'un encore au sein du cabinet pour juger de l'utilité du programme en question et de l'opportunité d'accorder une subvention. Ce n'est pas ainsi qu'on va favoriser les affaires ou construire le Canada. On ne construira pas le Canada avec des programmes qui sont un véritable cauchemar bureaucratique; pourtant, c'est bien cela que nous avons à l'heure actuelle. Ce que nous devons faire, c'est éliminer le plus grand nombre possible de ces programmes. Nous devons examiner ces programmes et nous rendre compte que nous pouvons relancer l'économie sans cette énorme liste de dépenses, sans cet énorme appareil bureaucratique, et sans cette énorme ingérence politique dans les affaires économiques de notre pays.

On est renversé par le nombre des fonctionnaires qu'il faut pour étudier les mémoires, l'énormité des montants provenant de l'enveloppe du ministère de l'Industrie et du Commerce, et par l'ampleur et la qualité des demandes.

J'aimerais raconter l'histoire d'un homme qui se réclamait d'un certain parti politique et qui s'est présenté un jour à mon bureau. Il m'a dit qu'il songeait à se constituer en société. Il a ajouté qu'il avait ses petites entrées à Ottawa et qu'il songeait à se donner pour raison sociale «Abus Canada Limitée». Il a signalé que toute personne capable de rédiger un mémoire peut obtenir quelque chose, une subvention ou un prêt, et qu'il avait l'intention de se lancer dans ce domaine. Il m'a dit: «Comme j'aurai procuré une subvention à l'entrepreneur, j'en prendrai la moitié». Voilà le principe dont devait s'inspirer «Rip Off Canada Limited» et qui devait déterminer son modus operandi. C'est précisément ce qui se passe au Canada actuellement. On ne peut pas agir ainsi quand on veut édifier un pays.